

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.643/2
47.644/2
DU 20 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 décembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur

- un avant-projet de loi "modifiant le Code des sociétés, en ce qui concerne la procédure de liquidation" (47.643/2);
- un avant-projet de loi "modifiant le Code judiciaire suite à la modification de la procédure de liquidation des sociétés" (47.644/2),

a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

I. Concernant les attributions respectives des chambres ordinaires et du président du tribunal de commerce

1. Compte tenu du délai dans lequel le tribunal doit statuer sur les demandes de confirmation ou d'homologation de la désignation d'un liquidateur (article 184, § 2, alinéa 7, en projet du Code des sociétés), ce sera désormais le président du tribunal de commerce et non plus une chambre ordinaire du tribunal composée de trois juges (un magistrat professionnel présidant la chambre et deux juges consulaires en qualité d'assesseurs) qui statuera seul sur de telles demandes dans l'exercice d'une juridiction présidentielle définitive. C'est la raison pour laquelle l'article 588 du Code judiciaire relatif aux hypothèses dans lesquelles le président du tribunal de commerce statue par voie de requête est complété par un 18/ (article 3 de l'avant-projet de loi modifiant le Code judiciaire suite à la modification de la procédure de liquidation des sociétés).

Dans les autres hypothèses, le tribunal de commerce connaît, en formation collégiale, des autres demandes c'est-à-dire les demandes d'homologation de décisions tendant au déplacement du siège d'une société en liquidation visée à l'article 183, § 3, du Code des sociétés (article 574, 10/, du Code judiciaire) et, en vertu de l'article 574 du Code judiciaire tel qu'il est proposé de le compléter par un 20/, "des demandes de dissolution d'une société visées à l'article 182, § 1^{er}, du Code des sociétés, des demandes de remplacement du liquidateur visées à l'article 184, § 4, du Code de sociétés et des demandes d'approbation du plan de répartition visées à l'article 190, § 1^{er}, du Code des sociétés" (article 2 de l'avant-projet de loi modifiant le Code judiciaire suite à la modification de la procédure de liquidation des sociétés).

.../...

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle ces attributions ne sont pas regroupées sous un même numéro (en l'espèce l'article 574, 10/, du Code judiciaire), dans la mesure où toutes les demandes ont trait à la dissolution ou à la liquidation des sociétés.

2. Par ailleurs, et de manière plus fondamentale, la question se pose s'il est justifié que certaines demandes en matière de liquidation relèvent du seul président du tribunal de commerce (article 184, § 2, en projet du Code des sociétés) tandis que les autres demandes (demandes de transfert du siège ¹ d'une société en liquidation visées à l'article 183, § 3, du Code des sociétés ², demandes de désignation des liquidateurs visées à l'article 184, § 1^{er}, *in fine* ^{3 4}, auquel se réfère l'article 184, § 3, en ce qui concerne la désignation ou la modification de la désignation de la personne physique représentant le

-
- (1) Et non "transfert d'une société en liquidation" comme prévu dans la version française de l'article 183, § 3, alinéa 4, du Code des sociétés.
- (2) Ce paragraphe énonce à l'alinéa 3 que "le tribunal statue toutes affaires cessantes"; ainsi, se retrouve également dans cette disposition l'impératif de célérité qui justifie que le président du tribunal de commerce statue sur les demandes de confirmation et d'homologation de la désignation d'un liquidateur.
- (3) Il y a lieu de souligner que l'article 184, § 1^{er}, en projet n'est pas repris dans l'énumération prévue à l'article 574, 20/, en projet du Code judiciaire, ce qui semble résulter d'un oubli.
- (4) Ce paragraphe rétablit l'ancien article 184, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés tel qu'il existait avant la loi du 2 juin 2006. Ce texte énonce : "A défaut de convention contraire, le mode de liquidation est déterminé et les liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale (ce qui devient dans le projet "à défaut de dispositions statutaires contraires, l'assemblée générale détermine le mode de liquidation et nomme les liquidateurs"). Dans les sociétés en nom collectif et dans les sociétés en commandite simple, les décisions ne sont valablement prises que par l'assentiment de la moitié des associés possédant les trois-quarts de l'avoir social : à défaut de cette majorité, il est statué par les tribunaux". Ce texte modifié trouve son correspondant à l'article 184, § 1^{er}, alinéa 8, actuel. Ce regroupement permet de mettre fin à la controverse née de la loi du 2 juin 2006 dans la mesure où certains auteurs estimaient que des sociétés pouvaient ainsi échapper à l'obligation de confirmation ou d'homologation du liquidateur, alors que l'article 184, § 1^{er}, alinéa 8, actuel du Code s'applique en amont de la confirmation ou de l'homologation de la nomination du liquidateur (voir R. AYDOGDU, "Les formes de sociétés qui doivent obtenir la confirmation ou l'homologation de la nomination de leur liquidateur", *J.T.*, 2009, pp. 133 et 134 et les réf. cit.).

liquidateur, personne morale, demandes de remplacement du liquidateur visées à l'article 184, § 4, en projet du Code des sociétés et demandes d'approbation du plan de répartition visées à l'article 190, § 1^{er}, en projet du Code des sociétés) continueraient à relever du tribunal de commerce siégeant dans sa formation ordinaire, alors que ces diverses demandes peuvent présenter des liens très étroits entre elles de telle sorte qu'il est préférable que la même formation du tribunal de commerce ait à en connaître. À tout le moins, la réforme gagnerait en cohérence, en lisibilité et en efficacité en regroupant devant le même juge tout le contentieux suscité par les articles 183 et 184 du Code des sociétés.

II. Les règles de procédure contenues dans l'article 184, § 2, en projet du Code des sociétés

a. Concernant les personnes automatiquement exclues de la fonction de liquidateur (article 184, § 2, alinéa 4, en projet)

L'exposé des motifs énonce que

"les termes ajoutés permettent de lever dorénavant toute ambiguïté, en montrant qu'il existe une série d'autres cas de refus de confirmation non prévus expressément par la loi".

Pour traduire ce changement, la version néerlandaise utilise les termes "in geen enkel geval" alors que la version française utilise le mot "notamment". Il importe que le texte français soit adapté afin qu'il traduise clairement l'objectif poursuivi par l'auteur de l'avant-projet.

b. La procédure de confirmation ou d'homologation (article 184, § 2, alinéas 7 et 8, en projet)

En prévoyant que "la requête est signée par le ou les liquidateurs ou par un mandataire de la société", le texte, d'après l'exposé des motifs, "met un terme au débat doctrinal quant à la question de savoir quel est l'organe de la société compétent pour signer la requête", étant précisé que des avocats tombent également sous l'appellation

.../...

utilisée de "mandataire de la société" et que "les avocats disposent d'un pouvoir de représentation général en vertu duquel ils ne doivent justifier d'aucune procuration spéciale (article 440, alinéa 2, du Code judiciaire)".

Toutefois, le liquidateur ne peut être le signataire de la requête que dans l'hypothèse où sa nomination doit être confirmée et non pas dans celle où sa nomination est soumise à homologation (hypothèse visée par l'article 184, § 2, alinéa 5, en projet du Code des sociétés, c'est-à-dire la catégorie des personnes en principe exclues de la fonction de liquidateur sauf si leur nomination est homologuée par le président du tribunal de commerce) car, précise l'exposé des motifs, "cette personne ne peut être considérée comme valablement nommée par l'assemblée générale en tant que liquidateur. Ainsi jusqu'à son homologation, elle ne peut poser aucun acte de liquidation et, en d'autres termes, intervenir en aucune manière comme organe de la société. Elle ne peut par conséquent pas demander son homologation par une requête unilatérale signée de sa main (il s'agit de l'hypothèse visée à l'article 184, § 2, alinéa 7, en projet), mais bien en tant que tiers intéressé conformément aux articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire" (il s'agit alors d'une procédure contradictoire visée à l'article 184, § 2, alinéa 8, en projet) ⁵.

Cependant cette distinction n'est pas traduite dans l'article 184, § 2, alinéa 7, en projet, dans la mesure où il y est question de manière générale de la requête "signée par le ou les liquidateurs". Le texte doit donc être revu et adapté en ce sens.

Par ailleurs, un avocat ne peut être assimilé purement et simplement à un "mandataire de la société" (au demeurant il est soumis à un régime d'incompatibilité, article 437 du Code judiciaire). Le mandat que l'avocat exerce en une telle circonstance est le "mandat *ad litem*" (article 440 du Code judiciaire). Dès lors, en ce qui concerne l'avocat, il est conforme à toutes les règles de procédure de prévoir expressément que la

(⁵) Dans le texte tel qu'il est projeté, la procédure prévue à l'article 184, § 1^{er}, *in fine*, devrait être, dans le silence du texte, introduite suivant le droit commun de la procédure contradictoire, alors que fondamentalement dans l'un et l'autre cas il s'agit d'une procédure de désignation de liquidateur au sens large, ce qui justifierait l'application des règles procédurales figurant à l'article 184, § 2, alinéas 7 et 8. Dans ce même contexte d'une application homogène des règles de procédure, la question se pose si à l'article 184, § 4, en projet, il ne devrait pas être fait application des règles de procédures prévues aux articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire à l'instar de ce qu'énonce l'article 184, § 2, alinéa 8, en projet.

requête peut aussi être signée par un avocat en tant que tel (la même observation peut être faite en ce qui concerne l'article 190, § 1^{er}, alinéa 3, en projet à propos de la personne apte à signer la requête unilatérale conformément aux articles 1025 et suivants du Code judiciaire). Si les termes "mandataire de la société" sont maintenus, il importe d'en déterminer très précisément le contenu sous peine notamment de permettre à n'importe quel tiers d'être "mandataire de la société" pour diligenter la procédure alors que l'article 728, § 4, du Code judiciaire prévoit que "les agents d'affaires ne peuvent être mandataires".

Observations particulières

sur l'avant-projet de loi modifiant le Code des sociétés,
en ce qui concerne la procédure de liquidation

Dispositif

Article 3

1. À l'article 184, § 2, alinéa 3, en projet, l'auteur du texte devrait expliquer dans l'exposé des motifs la suppression dans le texte en projet de la possibilité pour le président du tribunal de confirmer les actes du liquidateur de manière rétroactive comme prévu actuellement.

2. À l'article 184, § 2, alinéa 7, en projet, la suspension "pendant le temps de la remise accordée au débiteur" innove par rapport au texte actuel, ce qui mérite une explication dans le commentaire de l'article.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	G. KEUTGEN,	assesseurs de la section de législation,
	G. de LEVAL,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.643/2
47.644/2
VAN 20 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 22 december 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over

- een voorontwerp van wet "tot wijziging, wat de vereffeningsprocedure betreft, van het Wetboek van vennootschappen" (47.643/2);
- een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ingevolge de gewijzigde vereffeningsprocedure van vennootschappen" (47.644/2),

heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

I. De respectieve bevoegdheden van de gewone kamers en van de voorzitter van de rechtbank van koophandel

1. Gelet op de termijn waarbinnen de rechtbank uitspraak dient te doen over vorderingen tot bevestiging of homologatie van de aanstelling van een vereffenaar (ontworpen artikel 184, § 2, zevende lid, van het Wetboek van Vennootschappen), is het voortaan de voorzitter van de rechtbank van koophandel en niet langer een gewone kamer van die rechtbank, bestaande uit drie rechters (een beroepsmagistraat die de kamer voorziet en twee rechters in handelszaken in de hoedanigheid van assessor) die als enige over zulke vorderingen uitspraak zal doen in de uitoefening van een definitieve rechtspraak door de voorzitter. Om die reden wordt artikel 588 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de gevallen waarin de voorzitter van de rechtbank van koophandel op verzoekschrift uitspraak doet, aangevuld met een onderdeel 18/ (artikel 3 van het voorontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ingevolge de gewijzigde vereffeningsprocedure van vennootschappen).

In de andere gevallen neemt de rechtbank van koophandel als college kennis van de andere aanvragen en vorderingen, dat wil zeggen van aanvragen tot homologatie van beslissingen tot verplaatsing van de zetel van een vennootschap in vereffening, bedoeld in artikel 183, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen (artikel 574, 10/, van het Gerechtelijk Wetboek) en, krachtens artikel 574 van het

.../...

Gerechtigd Wetboek, zoals het volgens het ontwerp wordt aangevuld met een onderdeel 20/, "van vorderingen tot ontbinding van een vennootschap bedoeld in artikel 182, § 1, van het Wetboek van vennootschappen, van de vorderingen tot vervanging van de vereffenaar bedoeld in artikel 184, § 4, van het Wetboek van vennootschappen, en van de aanvragen tot goedkeuring van het verdelingsplan van artikel 190, § 1, van het Wetboek van vennootschappen" (artikel 2 van het voorontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtigd Wetboek ingevolge de gewijzigde vereffeningprocedure van vennootschappen).

De Raad van State ziet niet in waarom al die bevoegdheden niet samengebracht worden in eenzelfde onderdeel (in casu artikel 574, 10/, van het Gerechtigd Wetboek), aangezien al die aanvragen en vorderingen betrekking hebben op de ontbinding of de vereffening van vennootschappen.

2. Daarnaast rijst de fundamentele vraag of het gerechtvaardigd is dat bepaalde aanvragen in verband met de vereffening onder de bevoegdheid van alleen de voorzitter van de rechtbank van koophandel vallen (ontworpen artikel 184, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen), terwijl de andere aanvragen (aanvragen tot verplaatsing van de zetel ¹ van een vennootschap in vereffening, bedoeld in artikel 183, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen ², aanvragen tot het aanstellen van vereffenaars bedoeld

(1) En niet tot "verplaatsing van een vennootschap in vereffening", zoals bepaald wordt in de Franse tekst van artikel 183, § 3, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen.

(2) In het derde lid van deze paragraaf wordt bepaald dat "de rechtbank ... met voorrang boven alle andere zaken (uitspraak doet)"; aldus is ook in deze bepaling het vereiste van spoedbehandeling terug te vinden dat de reden is waarom de voorzitter van de rechtbank van koophandel uitspraak doet over vorderingen tot bevestiging en homologatie van de aanstelling van een vereffenaar.

in artikel 184, § 1, *in fine*^{3 4}, waarnaar verwezen wordt in artikel 184, § 3, wat betreft de aanwijzing of de wijziging van de aanwijzing van de natuurlijke persoon door wie de vereffenaar, die een rechtspersoon is, vertegenwoordigd wordt, aanvragen tot vervanging van de vereffenaar waarvan sprake is in het ontworpen artikel 184, § 4, van het Wetboek van Vennootschappen en aanvragen tot goedkeuring van het verdelingsplan bedoeld in het ontworpen artikel 190, § 1, van het Wetboek van Vennootschappen) zouden blijven vallen onder de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel, zitting houdend in haar gewone samenstelling, terwijl tussen die onderscheiden aanvragen zeer nauwe verbanden kunnen bestaan zodat het verkieslijk is om ze te laten behandelen door de rechtbank van koophandel in dezelfde samenstelling. De hervorming zou op zijn minst gezegd meer samenhang, een grotere leesbaarheid en een sterkere doelmatigheid krijgen als alle betwistingen waartoe de artikelen 183 en 184 van het Wetboek van Vennootschappen aanleiding kunnen geven, door dezelfde rechter beslecht zouden worden.

(3) Er behoort te worden opgemerkt dat het ontworpen artikel 184, § 1, niet opgenomen is in de opsomming die gegeven wordt in het ontworpen artikel 574, 20/, van het Gerechtelijk Wetboek, wat blijkbaar het gevolg is van een onachtzaamheid.

(4) Bij deze paragraaf wordt het oude artikel 184, eerste lid, van het Wetboek van Vennootschappen hersteld in de versie ervan die bestond vóór de vervanging ervan bij de wet van 2 juni 2006. Die tekst luidt als volgt : "Voor zover niet anders is overeengekomen, wordt de wijze van vereffening bepaald en worden de vereffenaars benoemd door de algemene vergadering (wat in het ontwerp het volgende wordt : "Voor zover de statuten niet anders bepalen wordt de wijze van vereffening bepaald en worden de vereffenaars benoemd door de algemene vergadering"). In de vennootschappen onder firma en in de gewone commanditaire vennootschappen zijn de besluiten slechts geldig indien zij worden genomen door de helft van de vennoten, in het bezit van drie vierden van het vennootschapsvermogen; bij gebreke van deze meerderheid beslist de rechter". De tegenhanger van de gewijzigde tekst is te vinden in het huidige artikel 184, § 1, achtste lid.

Door het samenbrengen van deze teksten kan een einde worden gemaakt aan de controverse die door de wet van 2 juni 2006 is ontstaan doordat sommige auteurs van oordeel waren dat vennootschappen aldus konden ontkomen aan de verplichting van bevestiging of homologatie van de vereffenaar, terwijl het huidige artikel 184, § 1, achtste lid, van het Wetboek van toepassing is vóór de bevestiging of de homologatie van de aanstelling van de vereffenaar (zie R. AYDOGDU, "Les formes de sociétés qui doivent obtenir la confirmation ou l'homologation de la nomination de leur liquidateur", *J.T.*, 2009, blz. 133 en 134 en de daarin opgenomen verwijzingen).

- II. De procedureregels in het ontworpen artikel 184, § 2, van het Wetboek van vennootschappen
- a. Personen die geenszins kunnen worden aangesteld tot vereffenaar (ontworpen artikel 184, § 2, vierde lid)

In de memorie van toelichting staat in dat verband het volgende te lezen :

"Door de toegevoegde woorden is voortaan alle dubbelzinnigheid weggenomen door aan te geven dat in een aantal andere, niet uitdrukkelijk in de wet genoemde gevallen de bevestiging kan worden geweigerd."

Om deze wijziging aan te geven worden in de Nederlandse tekst de woorden "in geen enkel geval" gebezigd, terwijl in de Franse tekst het woord "notamment" wordt gebruikt. De Franse tekst dient aldus te worden aangepast dat hij het doel dat de steller van het voorontwerp voor ogen heeft, duidelijk weergeeft.

- b. De bekrachtigings- of homologatieprocedure (ontworpen artikel 184, § 2, zevende en achtste lid)

De tekst, waarin bepaald wordt dat "het verzoekschrift wordt ondertekend door de vereffenaar(s) dan wel door een lasthebber van de vennootschap", maakt volgens de memorie van toelichting "een einde aan de doctrinale discussie wie het bevoegde orgaan van de vennootschap is om het verzoekschrift te ondertekenen", waarbij erop gewezen wordt dat "ook advocaten vallen onder de gebruikte bewoordingen «lasthebber van de vennootschap»" en dat "advocaten [...] een algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid hebben waardoor ze geen blijk moeten geven van een bijzondere volmacht (artikel 440, tweede lid, Ger. W.)".

De vereffenaar kan evenwel slechts ondertekenaar van het verzoekschrift zijn in het geval waarin zijn benoeming moet worden bevestigd en niet in dat waarin ze moet worden gehomologeerd (geval bedoeld in het ontworpen artikel 184, § 2, vijfde lid van het Wetboek van Vennootschappen, dit wil zeggen de categorie van personen die in principe voor de functie van vereffenaar niet in aanmerking komen, behalve indien hun benoeming gehomologeerd wordt door de voorzitter van de rechtbank van koophandel),

.../...

daar, zoals in de memorie van toelichting wordt gepreciseerd, "deze persoon [...] niet [kan] worden geacht geldig benoemd te zijn door de algemene vergadering als vereffenaar. Zo kan hij tot het moment van zijn homologatie geen enkele vereffeningshandeling stellen, en m.a.w. op generlei wijze als orgaan van de vennootschap optreden. Bijgevolg kan hij zijn homologatie niet vragen bij een zelf ondertekend eenzijdig verzoekschrift (het gaat om het geval bedoeld in het ontworpen artikel 184, § 2, zevende lid), echter wel als belanghebbende derde overeenkomstig de artikelen 1043bis e.v. Ger. W." (in dat geval gaat het om een procedure op tegenspraak bedoeld in het ontworpen artikel 184, § 2, achtste lid) ⁵.

Dit onderscheid wordt echter niet weergegeven in het ontworpen artikel 184, § 2, zevende lid, in zoverre er in het algemeen sprake is van het verzoekschrift "ondertekend door de vereffenaar(s)". De tekst moet dus in die zin worden herzien en aangepast.

Bovendien kan een advocaat niet zonder meer worden gelijkgesteld met een "lasthebber van de vennootschap" (overigens geldt ten aanzien van hem een onverenigbaarheidsregeling, artikel 437 van het Gerechtelijk Wetboek). De lastgeving die de advocaat in een dergelijke omstandigheid uitvoert is de "lastgeving *ad litem*" (artikel 440 van het Gerechtelijk Wetboek). Wat de advocaat betreft, is het derhalve in overeenstemming met alle procedureregels om uitdrukkelijk te bepalen dat het verzoekschrift ook door een advocaat als zodanig kan worden ondertekend (dezelfde opmerking kan worden gemaakt inzake het ontworpen artikel 190, § 1, derde lid, in verband met de persoon die het eenzijdige verzoekschrift mag ondertekenen overeenkomstig de artikelen 1025 en volgende van het Burgerlijk Wetboek). Indien de woorden "lasthebber van de vennootschap" worden gehandhaafd, moet de inhoud daarvan zeer precies worden bepaald om inzonderheid te voorkomen dat een willekeurige derde

⁽⁵⁾ In de tekst zoals hij ontworpen is, zou de in artikel 184, § 1, *in fine*, bepaalde procedure, bij stilzwijgen van de tekst, moeten worden ingevoegd volgens het gemene recht van de procedure op tegenspraak, terwijl het fundamenteel in beide gevallen gaat om een procedure van aanstelling van een vereffenaar in ruime zin, wat de toepassing van de procedurele regels van artikel 184, § 2, zevende en achtste lid, zou rechtvaardigen. In dezelfde context van een homogene toepassing van de procedureregels rijst de vraag of in het ontworpen artikel 184, § 4, de procedureregels niet zouden moeten worden toegepast waarin de artikelen 1034bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek voorzien, naar het voorbeeld van het ontworpen artikel 184, § 2, achtste lid.

"lasthebber van de vennootschap" vermag te zijn om de procedure naartoe te vervolgen, terwijl artikel 728, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat "zaakwaarnemers [...] niet als gevolmachtigden [mogen] optreden".

Bijzondere opmerkingen

over het voorontwerp van wet tot wijziging, wat de
vereffeningsprocedure betreft, van het Wetboek van vennootschappen

Dispositief

Artikel 3

1. Wat het ontworpen artikel 184, § 2, derde lid, aangaat, zou de steller van de tekst in de memorie van toelichting uitleg moeten verschaffen over de afschaffing, in de ontworpen tekst, van de mogelijkheid voor de voorzitter van de rechtbank om de handelingen van de vereffenaar met terugwerkende kracht te bevestigen, zoals thans is bepaald.

2. In het ontworpen artikel 184, § 2, zevende lid, betekent de schorsing "voor de duur van het uitstel aan de schuldenaar toegekend" een vernieuwing tegenover de huidige tekst, wat in de bespreking van het artikel zou moeten worden uitgelegd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	P. VANDERNOOT, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	G. KEUTGEN, G. de LEVAL,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B.VIGNERON

Y. KREINS